



Chapitre C-53

LOI SUR LES CONNAISSEMENTS

SECTION I

DU TRANSPORT DES CONNAISSEMENTS

Transport par endossement,
en garantie.

1. Tout connaissance, ou tout reçu donné par un garde-magasin, un meunier, un propriétaire de quai, un patron de vaisseau ou un roulier public, pour des céréales, denrées, marchandises ou effets qui sont ou doivent être emmagasinés ou déposés dans un entrepôt, un moulin, ou dans tout autre endroit au Québec, ou expédiés dans un vaisseau, ou livrés à un roulier public pour les transporter d'un endroit quelconque à un autre au Québec ou à travers le Québec, ou sur les eaux qui le baignent, ou du Québec à tout endroit quelconque, soit que ces céréales doivent être délivrées en espèces sur le reçu ou être converties en farine, peut, par endossement fait par le propriétaire, ou par une personne qui a droit de recevoir ces céréales, effets, denrées ou marchandises, ou par son procureur ou son agent, être transporté comme garantie du paiement de toute lettre de change ou billet, ou de toute autre dette.

Effet de l'endossement.

L'effet de cet endossement est de transférer, à compter de sa date, tout droit ou titre sur ces céréales, effets, denrées ou marchandises, possédés par la personne qui fait l'endossement, sujet toutefois au droit de l'endosseur de se faire rendre ces articles, si la lettre de change, le billet ou la dette est payée à son échéance.

S. R. 1964, c. 318, a. 1.

Vente des effets.

2. Dans le cas de non-paiement à échéance de la lettre de change, du billet ou de la dette, la personne à qui ils ont été transférés peut vendre ces céréales, effets, denrées ou marchandises, et en retenir le produit, ou une somme, à même ce produit, égale au montant dû sur la lettre de change, le billet ou la dette, avec les intérêts ou les frais, remettant à l'endosseur le surplus s'il y en a.

S. R. 1964, c. 318, a. 2.

Reçu émis par le
propriétaire des effets.

3. Lorsque le garde-magasin, le meunier, le propriétaire de quai, le patron de navire, ou le roulier public qui peut donner un reçu en

cette qualité, pour céréales, effets, marchandises ou denrées, est lui-même propriétaire, ou a droit de recevoir autrement qu'en sa capacité de garde-magasin, meunier, propriétaire de quai, patron de navire ou roulier public, ou de posséder ces céréales, effets, denrées ou marchandises, le reçu, la reconnaissance ou le certificat équivalant au reçu donné et endossé par lui, est aussi valable et efficace que si la personne qui le donne et l'endosse n'était pas la seule et même personne.

S. R. 1964, c. 318, a. 3.

Privilège. **4.** Les avances faites sur la garantie d'un connaissance, d'un reçu, d'une reconnaissance ou d'un certificat, donnent et sont censés donner à la personne qui fait ces avances, un droit pour leur remboursement sur les céréales, denrées, marchandises ou effets y mentionnés, emportant priorité et privilège sur le droit de tout vendeur non payé.

S. R. 1964, c. 318, a. 4.

Limite de temps. **5.** Ces céréales, effets, denrées ou marchandises ne peuvent être pris en gage pour un terme excédant six mois; et nul transport de connaissance ou reçu ne peut être fait pour garantir le paiement d'une lettre de change, d'un billet ou d'une dette, à moins qu'ils ne soient négociés ou contractés au moment de l'endossement du connaissance ou du reçu.

Avis de vente. Nulle vente de céréales, effets, denrées ou marchandises ne peut avoir lieu, à moins qu'un avis de dix jours du temps et du lieu de la vente n'ait été donné, avant la vente, par lettre recommandée ou certifiée transmise par la poste au propriétaire de ces céréales, effets, denrées ou marchandises.

S. R. 1964, c. 318, a. 5; 1975, c. 83, a. 84.

SECTION II

DU TRANSPORT PAR ENDOSSEMENT DES REÇUS POUR BOIS DE CONSTRUCTION

Transport par endossement, en garantie. **6.** Tout reçu pour bois de construction ou tout reçu donné par un garde-chantier ou par le propriétaire ou le gardien ou par toute autre personne ayant droit à la possession, à l'usage ou à l'occupation d'un quai, d'une cour, d'une coupe forestière, d'un havre, d'une estacade, d'un entrepôt, d'un dépôt ou autre endroit pour l'entreposage de bois en billes, bois de pulpe ou autres bois de construction, planches, madriers, merrains ou autres bois à oeuvrer, ou leur produit, qui y sont empilés, hangarés ou déposés, ou tout reçu donné par toute personne en charge de ces bois en billes, bois de pulpe ou autres bois

de construction en transit par rivière ou autrement, à partir des coupes forestières ou autres terrains, ou par le propriétaire ou toute autre personne ayant droit de les recevoir, ou tout connaissance ou reçu donné par le maître d'un navire ou par un roulier public pour le bois en billes, bois de pulpe ou autres bois de construction, planches, madriers, merrains ou autres bois à oeuvrer, ou leur produit, chargés sur ce navire ou livrés à ce roulier pour être transportés d'un lieu quelconque à un autre, au Québec ou à travers le Québec, ou sur les eaux qui l'avoisinent, ou à tout autre lieu quelconque, peut, par endossement fait par le propriétaire ou une personne qui a droit de recevoir ces bois ou leur produit, ou par son procureur ou agent, être transporté comme garantie du paiement de toute lettre de change, billet, ou pour toute dette ou obligation.

Effet de l'endossement.

L'effet de cet endossement, nonobstant toute loi existante, est de transférer au porteur, à compter de la date de cet endossement, tous les droits et titres de l'endosseur, à, ou sur, ou au sujet de ces bois en billes ou autres bois de construction, planches, madriers, merrains ou autres bois à oeuvrer, ou leur produit, et tout ce en quoi lesdits bois ou quelques-uns d'entre eux pourraient avoir été convertis, sujet, toutefois, au droit de l'endosseur de se faire rendre ces articles si la lettre de change, le billet ou la dette ou obligation est acquitté à son échéance.

Vente des effets.

Dans le cas de non paiement à son échéance de la lettre de change, du billet, de la dette ou de l'obligation, la personne à qui le reçu a été transféré peut vendre ces bois en billes, bois de pulpe ou autres bois de construction, planches, madriers, merrains ou autres bois à oeuvrer ou leur produit, ou ce en quoi ces bois ou quelques-uns d'entre eux peuvent avoir été convertis, et en retenir le produit ou une somme, à même ce produit, égale au montant dû sur la lettre de change, le billet ou la dette, ou l'obligation, avec intérêt et frais, remettant à l'endosseur le surplus, s'il y en a.

S. R. 1964, c. 318, a. 6.

Reçu émis par le propriétaire des effets.

7. Lorsque le garde-chantier, le propriétaire, le gardien ou toute autre personne ayant droit à la possession, l'usage ou l'occupation d'un quai, d'une cour, d'une coupe forestière, d'un havre, d'une estacade, d'un entrepôt, d'un dépôt ou d'un autre établissement, ou toute autre personne en charge du bois en billes, bois de pulpe ou autres bois de construction en transit par la rivière, ou autrement, à partir de la coupe forestière ou autre terrain, ou le maître d'un navire, ou le roulier public qui peut donner un reçu ou connaissance en cette qualité pour des bois en billes, bois de pulpe, ou autres bois de construction, planches, madriers, merrains ou autres bois à oeuvrer, ou leur produit, est lui-même le propriétaire de ces bois ou de leur produit, ou a droit, autrement qu'en sa capacité susdite, de recevoir ces bois ou leur produit, — le reçu ou le connaissance, la reconnais-

sance ou le certificat équivalant à ce reçu ou connaissance, donné et endossé par lui, est aussi valable et efficace que si la personne qui donne et endosse ce reçu ou connaissance, cette reconnaissance ou ce certificat, n'était pas la seule et même personne.

S. R. 1964, c. 318, a. 7.

Durée de la garantie.

8. La garantie créée par tel endossement de semblable reçu ou connaissance n'a pas d'effet pour une période plus longue que douze mois; et nul transport de reçu ou connaissance n'est fait pour garantir le paiement d'une lettre de change, d'un billet, d'une dette ou d'une obligation, à moins qu'ils ne soient négociés ou contractés au moment de l'endossement du reçu ou du connaissance, ou à moins qu'une promesse ou qu'un engagement ne soit fait par écrit, que telle garantie sera donnée en même temps que cette lettre de change, ce billet, cette dette ou obligation sera négocié ou contracté; pourvu toutefois, que cette lettre de change, ce billet, cette dette ou obligation puisse être renouvelé ou que la date de son paiement soit reculée sans préjudice de la garantie ainsi créée.

Avis de la vente.

Nulle vente de bois en billes, bois de pulpe ou autres bois de construction, planches, madriers, merrains ou autres bois à oeuvrer ou de leur produit, ou de ce en quoi ces bois ou quelques-uns d'entre eux auront été convertis, ne peut avoir lieu sans le consentement par écrit du propriétaire de ces bois, à moins qu'un avis de trente jours du temps et du lieu de la vente ne lui ait été donné par lettre recommandée ou certifiée, transmise par la poste avant leur vente.

Vente à l'enchère. Avis.

La vente se fait à l'enchère publique, avis ayant été donné par la publication d'une annonce, énonçant le jour et le lieu de la vente, pendant au moins huit jours consécutifs, dans au moins deux journaux quotidiens, dont l'un publié en français et l'autre en anglais, dans l'endroit ou le plus près de l'endroit où la vente doit avoir lieu.

Journaux.

Un journal quotidien est réputé être publié le plus près d'un endroit, s'il ne se publie pas un autre quotidien dans la même langue dans cet endroit ou plus près de cet endroit; et, si là où doit se faire la vente à l'encan, il ne se publie pas de journal quotidien ni dans l'une ni dans l'autre langue, mais qu'il se publie une ou plusieurs gazettes non quotidiennes, alors l'annonce doit paraître dans chaque numéro de la gazette locale, ou dans l'une au moins des gazettes locales, pendant le temps qu'elle eût paru dans les journaux quotidiens.

S. R. 1964, c. 318, a. 8; 1975, c. 83, a. 84.

Privilège.

9. Cet endossement d'un reçu de garde-chantier, d'un connaissance, d'un reçu, d'une reconnaissance ou d'un certificat, donne à leur porteur par endossement une garantie sur les bois en billes, bois de pulpe ou autres bois de construction, planches, madriers, merrains

ou autres bois à oeuvrer y mentionnés, et leur produit, et sur tout ce en quoi ces bois ou quelques-uns d'entre eux auront été convertis, comportant priorité et privilège sur le droit de tout vendeur non payé, ou autre créancier, excepté sur les réclamations de salaires pour la main-d'oeuvre de la confection et du transport de ces bois.

S. R. 1964, c. 318, a. 9.

ANNEXE ABROGATIVE

Conformément à l'article 17 de la Loi sur la refonte des lois (chapitre R-3), le chapitre 318 des Statuts refondus, 1964, tel qu'en vigueur au 31 décembre 1977, est abrogé à compter de l'entrée en vigueur du chapitre C-53 des Lois refondues.

© Éditeur officiel du Québec, 1978.

TABLE DE CONCORDANCE

**STATUTS
REFONDUS, 1964**

**LOIS REFONDUES,
1977**

Chapitre 318

Chapitre C-53

**LOI DES CONNAISSE-
MENTS**

**LOI SUR LES CON-
NAISSEMENTS**

ARTICLES

ARTICLES

REMARQUES

1 - 9

1 - 9

La table de concordance fait état de tous les numéros d'articles, qu'ils aient changé de numérotation ou non. Quant aux autres divisions (i.e. partie, chapitre, section, sous-section, paragraphe, etc. . .), s'il en est, il en est fait état que si elles ont changé de numérotation.

Le terme « omis » dans la colonne « Remarques » vise l'article qui n'apparaît pas dans le refonte parce qu'il est sans effet, local, privé, d'objet accompli, temporaire, transitoire, non en vigueur, ou encore, parce qu'il est un article d'abrogation ou de remplacement.

